



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante et unième session

Rome, 22-29 juin 2019

Conférence McDougall

Conférence en l'honneur de Frank L. McDougall

prononcée par

Graça Machel, Présidente du Conseil d'administration du Fonds Graça Machel

Migrations, agriculture et développement rural

Je tiens à vous remercier de l'honneur qui m'est fait de m'adresser à vous ce matin! Je ne suis pas une diplomate, et je crois devoir préciser ce point en commençant cette allocution. Vous avez cette année invité une militante de l'humanitaire pour prononcer la conférence McDougall, et mon militantisme, qui s'applique aux questions urgentes auxquelles la famille humaine est confrontée, ne saurait être tempéré par des détours protocolaires. Les excès de politesse et de gentillesse entre nous sont un luxe dont nous pouvons nous passer. Donc, au lieu d'une conférence, c'est à une conversation que je vous convie ce matin.

Il y a cinq ans, la communauté mondiale que nous représentons s'est accordée sur la poursuite des Objectifs de développement durable (ODD) comme modèle commun d'instauration de la paix et de la prospérité pour les hommes et pour la planète, valide aujourd'hui et dans l'avenir. C'était là un appel pressant à l'action émanant de tous les pays, développés et en développement, dans un partenariat mondial destiné à mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, réduire les inégalités et stimuler la croissance économique.

Mais il semble que l'urgence ainsi exprimée n'ait pas eu sur nous l'effet escompté. C'est avec une anxiété et une préoccupation profondes que je vous fais part de ce constat: l'enthousiasme et l'énergie avec lesquels nous avons convenu de réaliser les ODD semblent s'être dissipés au fil du temps. Nous travaillons à un rythme et une échelle sans commune mesure avec l'ampleur monumentale des tâches que nous nous sommes fixées et les nobles résultats que nous visons. Notre ambition a été cruellement inadéquate.

Mais je me trouve encouragée par le fait que la famille de la FAO que vous représentez ait manifesté un intérêt véritable cette année pour la thématique intersectorielle qui conjugue migrations, agriculture et développement rural. Je veux y voir le signe d'un intérêt accru pour les ODD et d'un regain d'attention pour les ressources qui doivent être mobilisées au service de leur réalisation. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de retarder les mesures audacieuses qu'appellent

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



l'éradication de la pauvreté et de la faim et l'instauration de la prospérité dans des communautés rurales dynamiques.

Situer les migrations dans leur contexte

Je souhaite aujourd'hui provoquer votre réflexion et susciter votre action en commençant par dénoncer un certain nombre de mythes qui s'attachent aux migrations, et j'espère alors vous amener à envisager la manière dont les femmes et les jeunes filles, à la faveur d'une approche innovante du développement rural, peuvent agir pour l'avènement d'un monde mangeant à sa faim, où l'alimentation est nourrissante et où l'équité et la prospérité gagnent du terrain.

Permettez-moi de m'inscrire en faux contre un certain nombre d'idées reçues contemporaines, préjudiciables et chargées de contre-vérités, qui ont trait aux migrations.

1. Les migrations ne sont pas un phénomène nouveau. Cependant, elles doivent être correctement gérées.
2. Par définition, les migrations ne lèsent pas les pays de leur provenance ni ceux de leur destination.
3. Si l'on prend le cas particulier de mon continent, l'Afrique, celui-ci n'est pas un continent d'exode.

Je retiens cela comme point de départ afin de contextualiser nos conversations de ce matin.

L'humanité a été en déplacement tout au long de son histoire. Nous nous sommes déplacés sur terre et sur mer dans une recherche courageuse de débouchés nouveaux, d'une vie meilleure et de conditions sociales, politiques et économiques améliorées, ainsi que pour fuir les persécutions, les conflits et la misère.

Les êtres humains sont de passage et depuis des siècles, ils se déplacent à l'intérieur d'un même continent et d'un continent à l'autre ; et ils le font d'un pays à l'autre tout autant qu'à l'intérieur des frontières d'un même pays.

Les migrations mondiales

Le nombre de migrants, grâce aux innovations apparues dans les modes de déplacement et l'essor de la mondialisation, s'est accru de manière exponentielle en l'espace de quelques décennies. Le Forum économique mondial présente des données qui montrent que l'on se déplace maintenant plus que jamais. On dénombre aujourd'hui près de 258 millions de migrants internationaux. Ce chiffre résulte d'une augmentation rapide entamée au tournant du millénaire, quand le nombre de cette catégorie de migrants était encore de 173 millions.

Parallèlement à ce volume croissant, nous assistons à des changements démographiques, des progrès technologiques, une évolution des besoins des marchés du travail et des difficultés constantes que créent les conflits, les pénuries alimentaires et le changement climatique.

Les migrations ne sont pas un mal en soi et les traiter comme phénomène devant être enrayer revient à se priver des avantages et des débouchés qui accompagnent toute fertilisation croisée des peuples et des cultures.

Nous considérons parfois certains pays comme sources des flux migratoires cependant que d'autres en seraient les destinataires, mais aujourd'hui, la plupart des pays, à des degrés divers, connaissent les trois aspects des migrations: comme pays d'origine, de transit et de destination¹.

¹ <https://www.weforum.org/agenda/2018/01/global-migration-can-be-a-success/>.

Les collectivités jouent depuis des siècles un rôle majeur dans l'évolution de l'envoi, du transit et de l'accueil des migrants. De nos jours, les pressions migratoires internationales sont plus complexes et mondialisées, et en tant que famille mondiale, nous sommes convenus, dans le cadre de l'ODD 10, de faciliter une migration ordonnée, sûre et responsable.

Les migrations et la main d'œuvre migrante ont façonné la richesse de nombreuses nations. Nous devons bien admettre que la prééminence économique de pays à revenu élevé comme les États-Unis et celle de nombreux pays européens se sont édifiées sur le dos de travailleurs migrants. Les migrations, qui font partie intégrante de l'économie mondiale, favorisent la croissance et le développement par l'échange de cultures et de connaissances et créent des plus-values sous forme d'acquisition de compétences et de transferts de fonds.

Il est nécessaire d'examiner les migrations de façon réaliste et honnête et de se garder des discours xénophobes et isolationnistes qui semblent devoir faire régulièrement les unes de la presse mondiale. Je n'ignore pas que Rome, où se tiennent aujourd'hui nos assises, est le lieu de débats quotidiens sur l'afflux de réfugiés et de migrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. Je tiens pour ma part à brosser un tableau réaliste fondé sur des faits concrets et des statistiques:

S'agissant des réfugiés, les pays en développement accueillent 85 pour cent de la population totale de réfugiés du monde². Je le répète, les pays en développement accueillent 85 pour cent de la population totale de réfugiés du monde. Ce sont souvent les pays les moins dotés en ressources qui absorbent le plus grand nombre de réfugiés, et l'Afrique accueille la plus grande population de réfugiés du monde, avec plus de 4,4 millions de réfugiés africains qui trouvent un foyer chez leurs voisins sur le continent.

Je dois faire remarquer que les statistiques du rapport du Forum Ibrahim de 2019 révèlent que les migrants africains ne représentent que 14 pour cent des migrants à l'échelle du monde. Cette proportion est très inférieure à la part de l'Europe, qui en représente 24 pour cent, et à celle de l'Asie, qui atteint 41 pour cent de la population migrante à l'échelle du monde.

En se penchant sur le détail de ces chiffres, on constate que 70 pour cent des migrants d'Afrique subsaharienne restent sur le continent, et que seuls 25 pour cent d'entre eux se rendent en Europe.

Il faut donc reconnaître sans équivoque que la majorité des réfugiés et des migrants s'installent dans les pays du Sud et n'inondent pas les rivages du Nord ou de l'Ouest comme certains voudraient nous le faire croire.

Les migrations rurales vers les zones urbaines

Un autre aspect de la circulation des personnes qui nous intéresse dans cette discussion est celui des migrations des zones rurales aux zones urbaines.

Ceux d'entre nous qui sont réunis ici aujourd'hui ne connaissent que trop bien les causes des schémas migratoires et leurs conséquences: la fuite des cerveaux, l'urbanisation galopante et l'exode rural. Nous n'ignorons rien des problèmes qui accompagnent le défaut d'industrialisation de l'agriculture, le manque de sécurité alimentaire et l'insuffisance des investissements dans le développement rural.

Je ne referai donc pas l'analyse des statistiques alarmantes de la pauvreté, ni ne ressasserai le discours sur les flux migratoires qui engorgent les villes et laissent les zones rurales en état de sous-développement. Mais je veux nous lancer le défi de nous montrer plus téméraire et de déranger nos habitudes dans notre planification et notre action face aux problèmes de la pauvreté rurale et de

² Source: GEMR/UNHCR Global Trends 2017.

l'exode rural. Malgré des engagements renouvelés, nos investissements sont bien en deçà du montant nécessaire pour faire face à l'ampleur de ces problèmes.

En tant que FAO, vous jouissez d'une position sans équivalent pour contribuer au développement des zones rurales par le truchement de l'agriculture. Lorsque l'agriculture sera modernisée et que les zones rurales entreront dans le XXI^e siècle pour que les populations puissent bénéficier de l'électricité, de l'eau courante et de l'assainissement, de l'irrigation, d'une éducation de qualité et de possibilités d'emplois rémunérateurs, elles resteront dans les communautés rurales pour contribuer à leur dynamisme.

Nutrition et développement rural

Je voudrais aussi souligner le rapport direct qu'entretiennent la faim et les migrations. Comme vous le savez, en 2018, plus de 113 millions de personnes dans 53 pays du monde ont gravement souffert de la faim, ce qui a nécessité la fourniture en urgence d'une aide alimentaire, nutritionnelle et de subsistance. Parmi ceux qui ont connu la famine, nombreux sont ceux qui sont devenus des migrants fuyant des conflits prolongés ou des conditions météorologiques extrêmes et se mettant à la recherche de nourriture pour leur famille et de moyens d'assurer leur survie.

Ce type de migrations forcées perturbe les moyens d'existence ruraux et menace la sécurité alimentaire et la nutrition, tant dans les régions d'origine que dans celles où se destinent les migrants. Je dois mentionner ici l'importance particulière que revêt la nutrition à cet égard.

Une nutrition défaillante se traduit par des taux de mortalité maternelle et infantile inacceptables et entraîne des retards de croissance, et partant, une perte de capital humain pour le développement économique, social et politique d'ensemble.

Des études³ effectuées dans plusieurs pays africains ont montré que le coût de la malnutrition produit un fort impact sur la croissance économique des pays touchés. Les répercussions des retards de croissance sur les apprentissages et les revenus des personnes se traduisent par un véritable handicap économique. C'est ainsi que les pertes de PIB sont estimées à 10 pour cent au Malawi, à 11,5 pour cent au Rwanda et à 16,5 pour cent en Éthiopie. Il s'agit là d'un préjudice économique.

En tant que telle, une nutrition adéquate est un élément fondamental du développement national, et à travers vous j'engage la FAO à se concentrer comme il se doit sur la production d'aliments riches en nutriments et l'obtention de la sécurité alimentaire, et à attribuer à l'une et à l'autre le rang de priorité qui leur revient, car il est un fait établi que le bien-être des individus, des ménages et le dynamisme des économies nationales en dépendent.

Les rendements des cultures et les saisons de croissance souffrent du changement climatique. Par exemple, la faim touche déjà environ 240 millions d'Africains au quotidien. Des estimations récentes indiquent que d'ici 2050, un réchauffement, même situé dans la fourchette de 1,2 à 1,9 degré Celsius, aura augmenté de 25 à 95 pour cent le nombre des Africains souffrant de malnutrition. La baisse des rendements des cultures et la croissance démographique exerceront une pression supplémentaire sur un système de production alimentaire déjà fragile. Si la situation actuelle persiste, l'Afrique ne subviendra à ses besoins alimentaires d'ici 2050 que dans la proportion de 13 pour cent. Cette situation menace de toucher près de 65 pour cent des travailleurs africains et leurs familles, qui comprennent des enfants et des personnes âgées particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire, dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture⁴. Voilà ce qui nous attend, et que nous ne nous résignons pas à accepter comme destin. Nous pouvons changer les choses. Et ce dès à présent!

³ <https://www1.wfp.org/news/new-study-reveals-huge-impact-hunger-economy-malawi-0>.

⁴ Africa Renewal. (2014). *Despite climate change, Africa can feed Africa* par: [Richard Munang](#) et [Jessica Andrews](#). <https://www.un.org/africarenewal/magazine/special-edition-agriculture-2014/despite-climate-change-africa-can-feed-africa>.

Je pose la question aux spécialistes que vous êtes: quels instruments innovants et quelles politiques intelligentes face au climat mettons-nous en place dès à présent pour éviter cette crise qui se profile?

L'innovation dans le développement rural

L'innovation dans l'agriculture doit se déployer dans toutes les dimensions du cycle de production sur l'ensemble de la chaîne de valeur: depuis les cultures, les forêts, la pêche et l'élevage jusqu'à la gestion des intrants et des ressources et l'accès aux marchés. Pour autant, nous nous devons d'aller au-delà des changements progressifs et des initiatives novatrices menées à petite échelle. C'est le défi que je vous lance ce matin: rien moins que celui de subvertir le secteur agricole dans son ensemble!

Comme Uber a transformé le secteur du transport et comme Netflix a ébranlé l'industrie du divertissement, nous avons besoin d'un changement des règles du jeu pour le secteur agricole. Au sein de la famille des Nations Unies, vous avez à votre disposition des chercheurs et des scientifiques spécialistes de tous domaines, des experts de classe mondiale en agronomie et politiques publiques, ainsi que des viviers de jeunes talents issus de tous horizons géographiques. Veuillez mettre à profit leur créativité et leur expertise, et enjammer les modes d'action traditionnels! Repoussez les limites de notre réflexion et de nos approches actuelles.

À titre d'exemple:

Quelle est l'ampleur de nos investissements dans des approches agricoles résilientes au climat qui valorisent la production de semences indigènes et les savoir-faire traditionnels appliqués à la diversification des cultures riches en nutriments et aux techniques agricoles et d'élevage?

Comment pouvons-nous démocratiser les technologies? Il y a des endroits où les techniques novatrices que sont l'irrigation au goutte-à-goutte et les dispositifs de dessalage transforment des pans de désert en terres agricoles dynamiques. Toutes ces innovations se produisent alors que dans d'autres parties du monde, les populations languissent dans des environnements hostiles et subissent l'insécurité alimentaire et la précarité. Nous devons généraliser en masse les démarches qui ont été couronnées de succès et mettre en œuvre les pratiques les meilleures, pour faire en sorte que nos progrès technologiques profitent à des millions de personnes et non seulement à quelques centaines de milliers.

Et comment tirer mieux parti de l'économie bleue et du secteur aquacole potentiellement transformateur? Plus de 70 pour cent de la planète sont constitués de systèmes aquatiques dont le rôle, bien qu'essentiel et en pleine croissance, demeure largement sous-exploité par les secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la nutrition.

Le poisson est davantage qu'un aliment; c'est une source de revenus, de commerce et, dans certaines communautés côtières, il représente un mode de vie. L'apport en protéines animales de plus de trois milliards de personnes dépend du poisson, et plus de 800 millions de personnes, soit 10 pour cent de la population mondiale, tirent leurs moyens d'existence de l'aquaculture, de la pêche et de leurs filières. Investissez massivement dans cette branche d'activité pour exploiter son potentiel dans le développement rural et lutter contre la faim et la malnutrition.

Comment pouvons-nous étendre aux cultures traditionnelles en serre les nouveaux systèmes agricoles, dont celui de l'agriculture verticale, et généraliser l'adoption des innovations technologiques?

Je n'ignore pas que mes questions sont plus nombreuses que mes solutions mais j'espère pouvoir allumer le feu de l'action créatrice dans cette salle ce matin pour y apporter des réponses.

La militante des droits des femmes que je suis négligerait ses devoirs si elle ne portait pas à votre attention le fait que les jeunes filles et les femmes constituent des facteurs du développement rural qui, bien que décisifs, demeurent ignorés.

La fillette comme agent du changement

L'investissement dans l'éducation des fillettes, en particulier dans les zones rurales, est un point de départ stratégique pour la transformation de tout un éventail de normes sociétales et de pratiques traditionnelles et pour créer ainsi des communautés qui valorisent et protègent les droits des femmes.

Une étude de l'UNICEF montre que les femmes et les filles d'Afrique subsaharienne passent collectivement environ 40 milliards d'heures par an à tirer de l'eau. Ces milliards d'heures occupées de la sorte ne seraient-elles pas mieux employées à développer des compétences? Ne devrions-nous pas dispenser à ces filles des connaissances en sciences, technologies, ingénierie et médecine et veiller à ce qu'elles acquièrent une diversité de compétences pour répondre aux besoins du secteur agricole ainsi que des marchés du travail industrialisés? Nous devons à nos enfants d'œuvrer plus rapidement et de manière plus intelligente, et d'agir de concert en tant que famille des Nations Unies pour trouver les moyens de mieux les former, les nourrir et leur procurer les fondations solides sur lesquelles nos jeunes générations doivent s'épanouir.

Le défaut d'accès des femmes à l'éducation constitue l'une des entraves majeures au renforcement des compétences qui doit déboucher sur l'émancipation économique. L'investissement dans l'éducation et la formation des fillettes revient à leur fournir les outils de la réalisation de leurs aspirations personnelles et de leurs ambitions professionnelles, et leur permet de partir d'un bon pied pour donner tout leur potentiel au service du bien commun dans leur communauté, que celle-ci soit rurale ou urbaine.

Les femmes comme agents du changement pour le développement agricole

Des études nous indiquent qu'aujourd'hui, près de 821 millions de personnes sont sous-alimentées et que si nous voulons éliminer la faim d'ici 2030, nous devons nous attaquer aux inégalités entre les femmes et les hommes dans l'agriculture. Les femmes représentent plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement et, dans certaines régions du monde comme la mienne, elles représentent 70 pour cent de la main-d'œuvre rurale.

Et cependant, elles ne reçoivent, par rapport aux hommes, qu'une infime partie des terres, du crédit, des intrants que sont les semences améliorées et les engrais, des formations et de l'information agricoles. Les femmes rurales, en particulier, devraient être reconnues et valorisées en tant que principaux agents du changement dans le développement agricole.

Cultivatrices et travailleuses agricoles, hortultrices et marchandes, femmes d'affaires, entrepreneurs et responsables locaux, elles jouent un rôle important dans toutes les chaînes de valeur agroalimentaires, ainsi que dans la gestion des ressources naturelles que sont les sols et les eaux.

Et cependant, le fossé entre les hommes et les femmes dans l'alimentation et l'agriculture est profond. Les femmes sont sous-représentées dans les institutions et les mécanismes de gouvernance locaux et elles disposent d'un pouvoir de décision moindre. En plus de ces contraintes, les normes dominantes dans les rapports hommes-femmes et la discrimination que subissent les femmes se traduisent souvent par l'attribution à ces dernières de charges de travail excessives, avec pour corollaire qu'une part importante du travail qu'elles fournissent demeure ni rémunérée ni reconnue.

Si l'on comblait cet écart de rendement entre les sexes, on renforcerait la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Des études tablent sur ce surcroît de rendement pour réduire de plus de 100 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde.

Dans la mesure où les femmes jouent un rôle central dans la filière alimentaire et qu'elles occupent une place essentielle dans la production agricole mondiale, il est impératif que les institutions s'engagent dans des voies novatrices de promotion des contributions des femmes à ce secteur. Je citerai les exemples suivants pour illustrer ce propos:

Les femmes doivent être à l'avant-garde de l'industrialisation agricole, siéger à la table où se prennent les décisions et tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans la mise au point de meilleures technologies agricoles, sachant que les femmes en Afrique et en Asie travaillent encore la terre à la houe. Je le répète: en Afrique et en Asie, l'instrument aratoire utilisé par les femmes reste la houe, cela dans un monde où de nouveaux matériels agricoles équipés de technologies allègent la pénibilité du travail des champs et augmentent la productivité dans certaines parties du monde. Il est fréquent que les femmes asiatiques et africaines effectuent la tâche harassante de la découpe du bois de chauffe et qu'elles subissent l'inhalation des fumées de cuisson des repas qu'elles préparent pour leur famille. Là où il se trouve des fourneaux respectueux de l'environnement à notre portée pour les leur fournir, cette pénibilité et cette réduction de la qualité de vie sont tout simplement inacceptables.

Les femmes sont souvent les dépositaires de traditions et de savoir-faire précieux. Le partage de leurs connaissances et celui de la valeur des semences et de la culture indigènes de plantes riches en nutriments doit être reconnu et étendu. Les gouvernements doivent mettre fin aux entraves traditionnelles, sociales et législatives qui empêchent les femmes d'exercer leur droit à la propriété foncière. La réalisation de la sécurité foncière pour les femmes, et l'octroi des droits fonciers qu'elle implique, doivent être programmés et faire l'objet d'un calendrier.

Les femmes doivent être dotées des connaissances et des compétences qui facilitent leur accession à l'entrepreneuriat pour leurs PME, et leur contribution à l'économie doit être valorisée.

Il est décidément bien difficile de comprendre pourquoi nous n'avons pas saisi le fait qu'en limitant le potentiel de la moitié de notre population, nous avons enserré notre propre croissance dans un carcan. La privation des femmes de leurs droits n'est pas seulement une question économique, c'est aussi une question d'égalité et de justice sociale. Le secteur agricole est par excellence l'un de ceux où il faut absolument tirer parti du rôle vital que jouent déjà les femmes.

En plus de mon plaidoyer pour un investissement accru en faveur des filles et des femmes, je terminerai en évoquant brièvement le rôle influent des jeunes dans l'équation de la migration et du développement rural.

Jeunesse et développement rural

L'Afrique offre au monde un laboratoire idéal pour la manière de gérer le dividende démographique. Le rapport du Forum Ibrahim de 2019 nous indique que le secteur agricole représente jusqu'à 60 pour cent des emplois africains et environ un tiers du PIB du continent.

Selon les données de l'enquête Afrobaromètre portant sur 34 pays africains, l'agriculture emploie près de 19 pour cent des jeunes travailleurs africains âgés de 18 à 35 ans et c'est le secteur qui crée le plus d'emplois pour les jeunes. Toutefois, dans les zones rurales, l'insuffisance des offres de travaux décents est l'un des principaux moteurs de l'exode rural, en particulier pour les jeunes.

L'agriculture devrait rester la principale source d'emploi pour les jeunes d'Afrique subsaharienne dans un avenir prévisible. Malgré cela, pour la majorité d'entre eux, elle est souvent perçue comme un secteur désuet, non rentable et n'offrant que des travaux pénibles pour les personnes sans instruction dans de nombreuses régions du monde. Face à cette dynamique, l'agriculture doit devenir attrayante! Des investissements stratégiques dans la modernisation du secteur et des zones rurales doivent être réalisés pour attirer et retenir les jeunes, afin qu'ils sentent qu'ils tiennent là un environnement riche en possibilités, dans lequel ils peuvent réaliser leurs aspirations sans avoir à se tourner vers d'autres horizons.

En plus des changements et des ruptures d'ordre structurel que je viens de préconiser, dans l'immédiat, de nombreuses technologies simples peuvent résoudre certaines des principales difficultés auxquelles sont actuellement confrontés les agriculteurs et les jeunes entrepreneurs agricoles dans le monde. Par exemple, l'accès aux marchés, l'accès aux dernières technologies et à la recherche, la connaissance des prix des produits et les systèmes d'alerte rapide sur la météo et les ravageurs, pour n'en citer que quelques-uns.

À cet égard je peux citer deux exemples que nous fournit l'Afrique : «Gro Intelligence» et «Wefarm». Ces deux initiatives, qui mettent à profit des techniques et les talents de jeunes gens, pourraient se voir généraliser à l'échelle mondiale.

Conclusion

Nos problèmes persistent parce que nous sommes assis dans nos zones de confort et que nous ne nous mettons pas au défi, en tant qu'individus et comme institution, de changer le statu quo. La gouvernance mondiale a pitoyablement échoué en matière de sécurité alimentaire, de migration forcée et de développement économique équitable. On constate un mépris lamentable pour la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes chez ceux qui ont le pouvoir de prendre des décisions pour transformer des systèmes faillis qui sont porteurs d'inégalité économique et sociale.

Nous faisons de très bonnes déclarations. Nous adoptons de très bonnes politiques, mais lorsqu'il s'agit de mise en œuvre et de responsabilité, nous échouons lamentablement.

Il y a aussi un échec de la gouvernance des pays à fixer correctement les priorités. Les gouvernements consacrent insuffisamment d'énergie ou de ressources pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et assurer à tous leurs citoyens une bonne qualité de vie.

Et enfin, il y a l'échec de la conscience individuelle. Une complaisance impitoyable à l'égard du statu quo a mis la solidarité humaine en faillite.

Alors que je me tiens devant vous ce matin, chaque minute, des enfants meurent de malnutrition en Afrique et en Asie.

Me tenant devant vous, vous avez commis l'erreur d'inviter une militante...

Je vais vous demander de faire une chose simple. Imaginez que vous ayez devant vous votre petit-fils ou votre petite-fille, mourant de faim sous vos yeux. Mourant, simplement, de faim. Que feriez-vous?

Retenez bien que chacun d'entre nous est aujourd'hui censé prendre trois repas, trois repas dont nous allons choisir les mets. Et cependant, comme je vous le dis, il y a des enfants qui pourraient être sauvés par un bout de pain et de l'eau potable. Il y a des mères et des grand-mères comme moi qui enterrent leurs nourrissons simplement parce que nous ne les avons pas aidées à utiliser leurs forces pour protéger leurs enfants.

Je veux dire que ces enfants, ces millions d'enfants, sont chéris de leur mère, de leur père, d'un grand-père, exactement comme nous sont chers nos propres petits-enfants.

Il n'y a pas de droits. Il n'y a aucun droit qui continuera d'exister dans un monde où adviennent ces choses si celles-ci sont tenues pour normales. Ces choses ne sont pas normales. Elles adviennent par le fait de l'homme et ce que je veux dire est qu'il en va de notre responsabilité, celle de chacun d'entre nous, et c'est là ce que j'appelle la conscience -- le fait de savoir que la responsabilité en incombe à moi-même et à personne d'autre.

La perte d'un enfant pour chacun d'entre nous nous affecterait, elle nous toucherait au cœur, et pour les femmes, cette perte serait ressentie jusque dans leurs entrailles. Mais si c'est l'enfant de

quelqu'un d'autre, nous le vivons comme si cela ne nous regardait pas. Et je vous le lance ceci comme un défi. Cela vous regarde. Cela me regarde. C'est notre affaire collective. Nous ne pouvons être fiers de nous au XXI^e siècle en laissant périr ces millions d'enfants, comme si nous n'en savions rien, comme si nous n'avions pas la capacité, où même les moyens de communiquer rapidement ce problème et d'y apporter des solutions. Que la honte soit sur chacun de nous si cela ne change pas.

Mais je veux terminer en rappelant que nous n'avons plus que dix ans devant nous pour réaliser ces ODD. Dix ans seulement. Ce qui n'est pas bien long. Si nous ne changeons pas véritablement la manière dont nous procédons, nous reviendrons dans dix ans et dirons: «Oh non, nous avons fait de notre mieux mais nous avons échoué».

De nouveau, je veux revenir à vos propres petits-enfants. Comment pourrez-vous croiser le regard de cet enfant si vous n'avez pas tenu votre promesse? Quand vous avez dit quelque chose puis que vous revenez plus tard pour reconnaître que vous avez menti à votre petit-fils ou petite-fille. À ces enfants, nous avons promis en 2015 que nous éradiquerons la faim, et ils nous regarderont dans les yeux et poseront cette question: «pourquoi nous avez-vous menti?»

Voilà pourquoi je vous disais qu'inviter une militante n'était peut-être pas une bonne idée. Et je tiens à dire que je reconnais que vous travaillez dur. Je ne dis pas que vous ne faites rien. Ce que je dis est que, sur le plan collectif, quel que soit le travail accompli jusqu'à présent, il est insuffisant. Voilà ce que nous devons reconnaître. Ce n'est pas que nous ne travaillons pas, mais que notre travail n'est pas à la hauteur. Parce que les résultats ne correspondent pas à ce que nous nous étions mis en devoir de faire.

Donc, la question est celle de savoir comment combler le fossé entre ce que nous avons promis et les fruits et résultats de ce que nous faisons. Et nous n'avons que dix ans parce que nous avons promis que nous aboutirions Et nous n'avons pas dit que nous réduirions les maux auxquels nous nous attaquons, comme nous l'avions fait pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous avons dit que nous éradiquerions la faim. Donc, désolée mais vous devez passer à l'échelle supérieure.

Je suis désolée de vous le dire mais vous n'avez d'autre choix que celui de passer à la dimension supérieure.

Vous devez inverser radicalement les priorités des investissements et garantir l'alimentation pour tous sur la planète. Cela est possible. Vous pourrez alors vous présenter à moi comme des militants. Je parlerai aux femmes, oui. Je parlerai aux jeunes. Donnez-moi les outils. Je ne dis pas que vous devez agir seuls. Je dis: faisons-le ensemble. Mais nous devons assurément changer notre manière de procéder et nous devons passer à une dimension supérieure.